

## Communiqué

### **Le 3ème congrès marque une nouvelle étape du développement de l'Union syndicale Solidaires**

Le 3ème congrès de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu les 7 et 8 décembre à Bobigny. Rassemblant plus de 400 délégués venant de 36 organisations nationales professionnelles et de 52 structures géographiques interprofessionnelles locales, ce congrès a permis de franchir une étape dans la construction et le développement de l'Union.

Le congrès a adopté une réorganisation importante de l'Union en créant un Comité national, regroupant structures professionnelles et interprofessionnelles, chargé de définir ses grandes orientations, qui se réunira trois fois par an. Un Bureau national se réunissant une fois par mois sera chargé de leur mise en œuvre et un Secrétariat national assurera le suivi quotidien de l'intervention de l'Union.

La présence importante de structures issues du secteur privé a permis que s'engage un débat sur les obstacles mis à la syndicalisation, notamment à cause des règles actuelles de représentativité. Ces obstacles se retrouvent dans la Fonction publique avec le refus du Conseil d'Etat, motivé par des considérations purement politiques et contre l'avis du Commissaire du gouvernement, d'accorder un siège à l'Union au Conseil supérieur de la Fonction publique.

Au-delà, le congrès a fait le point sur l'offensive patronale et gouvernementale actuelle et les difficultés pour le mouvement syndical, et plus largement le mouvement social, d'être en capacité d'imposer des solutions alternatives aux projets néolibéraux. Le congrès s'est prononcé contre le projet de traité constitutionnel et a décidé que l'Union syndicale Solidaires devait s'engager dans une campagne pour le refus de cette constitution libérale.

Le congrès a décidé de s'inscrire dans l'appel à la manifestation européenne du 19 mars 2005 à Bruxelles issu du dernier Forum social européen. Il appelle les salariés à se mobiliser massivement à cette occasion. Il appelle à la création, dans toutes les villes de France, de cadres unitaires regroupant forces syndicales et associatives afin de préparer cette manifestation et d'organiser les départs collectifs pour Bruxelles, créant ainsi une dynamique de mobilisation favorisant le succès de cette initiative.

Enfin le Congrès a marqué sa solidarité avec les faucheurs volontaires d'OGM face à un gouvernement qui préfère la répression à l'écoute de l'opinion publique.

Marquant symboliquement le passage à une nouvelle étape de son histoire, le congrès a décidé d'abandonner l'appellation G10 pour adopter celle d'Union syndicale Solidaires.

Le 9 décembre 2004